

COMMUNE DE CABANAC-ET-VILLAGRAINS (GIRONDE)

Date de convocation :
01/12/2025**Membres :**En exercice Présents : Votants : **Date d'affichage :**
09/12/2025**Date de publication :**
09/12/2025**Le 08 décembre 2025 à 20h30 au foyer polyvalent**

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. Jean Georges CLAIR, Maire.

Étaient présents : Daniel BORDES, Jean Georges CLAIR, Lionel COUBRA, Anne – Cécile DUCOSSON, Olivier FORÊT, Aurélia FOURNIER, Vincent NEVOT, Damien OBRADOR, Muriel PAILLER, Katia PÉDEMARY, Céline PELTIER et Aurore VERDIER**Étaient représentés :** Gabriel BEUGIN par Katia PÉDEMARY, Nathalie KATSAMANTOU par Olivier FORÊT et Sophie SUBIRATS par Jean Georges CLAIR**Absents :** Fabrice GUIRAUD, Carine LASSOUANE et Tovo RABEMANANTSOA**Secrétaire de séance :** Katia PÉDEMARY**DÉLIBÉRATION N° 2025-108****OBJET : Présentation du rapport annuel de l'exercice 2024 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement eaux usées non collectif présenté par le Syndicat Intercommunal d'Adduction Eau Potable et d'Assainissement de Saint-Selve**

Le SPANC du Syndicat Intercommunal d'Adduction Eau Potable et d'Assainissement de Saint-Selve est composé de 5 communes (transfert de compétence ANC) : Saint-Morillon, Saint-Selve, Cabanac-et-Villagrains, Castres-Gironde et Saucats.

Conformément aux obligations de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement eaux usées non collectif doit être présenté à l'assemblée délibérante et mis à la disposition du public.

Ce document a aussi pour objet de présenter de manière synthétique le fonctionnement et les caractéristiques principales du service et de servir d'outil de communication librement consultable par tous.

Il est conforme à l'annexe VI du CGCT modifiée par le décret du 2 mai 2007. Il intègre les modifications apportées par la Loi du 12 Juillet 2010, dite Loi Grenelle II.

Appelé à délibérer, le Conseil Municipal prend acte à l'unanimité de la présentation du rapport annuel de l'exercice 2024 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement eaux usées non collectif présenté par le Syndicat Intercommunal d'Adduction Eau Potable et d'Assainissement de Saint-Selve.

POUR : 15**CONTRE : 00****ABSTENTION : 00**

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le

ID : 033-213300775-20251208-2025_108-DE



Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

En mairie, le 08 décembre 2025

Le Maire



Jean Georges CLAIR

La secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the end.

Katia PÉDEMAY

SYNDICAT DE SAINT SELVE

Communes de Saint Morillon, Saint Selve,
Cabanac et Villagrains, Castres Gironde et
Saucats

EXERCICE 2024

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

*Etabli conformément à l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités
Territoriales et au décret du 2 mai 2007*



Mise en forme par la société ICARE -
Ingénieur Conseil Eau et Assainissement
109 Avenue Blaise Pascal
33160 Saint Médard en Jalles
Tél : 06 28 77 16 49
Email : icare.salin@gmail.com

Table des matières

I - OBJET DU DOCUMENT	3
II - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE	3
II.1. - Présentation du territoire desservi.....	3
II.2. - Présentation du service	3
II.2.1 - Le service d'assainissement non-collectif.....	3
II.2.2 - Le mode de fonctionnement du service.....	3
II.3. - Les abonnés du service d'assainissement non collectif	3
II.4. - Les résultats des contrôles des dernières années	4
II.4.1 - La réglementation en vigueur	4
II.4.2 - Les contrôles de conformité des dernières années	4
II.4.3 - Les contrôles périodiques	5
II.4.4 - Les contrôles de conception et de réalisation des dernières années	5
II.4.5 - Les contrôles en cas de vente des dernières années.....	5
II.4.6 - Les prestations de vidange des dernières années.....	6
III - TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE	6
III.1. - Tarifs en vigueur	6
III.2. - Eléments du compte administratif et emprunts.....	7
IV - SYNTHESE GENERALE	7
V - ANNEXE - DOCUMENT DE L'AGENCE DE L'EAU	8

I - OBJET DU DOCUMENT

Un document pour mieux comprendre le fonctionnement du Service du SPANC

Ce présent rapport a pour objet de répondre aux obligations de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise qu'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement eaux usées non collectif doit être présenté à l'assemblée délibérante et mis à la disposition du public.

Ce document a aussi pour objet de présenter de manière synthétique le fonctionnement et les caractéristiques principales du service et servir d'outil de communication librement consultable par tous.

Il est conforme à l'annexe VI du CGCT modifiée par le décret du 2 mai 2007. Il intègre les modifications apportées par la Loi du 12 Juillet 2010, dite Loi Grenelle II.

II - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE

II.1. - Présentation du territoire desservi

Par délibération du 14 avril 2010, le SPANC du Syndicat Intercommunal d'Adduction Eau Potable et d'Assainissement de Saint Selve est composé de 5 communes (transfert de compétence ANC) : Saint Morillon, Saint Selve, Cabanac et Villagrains, Castres Gironde et Saucats.

Chacune des communes comprend à la fois des habitations desservies par de l'assainissement collectif et par le service du SPANC. Les services d'assainissement collectif réalisent un RPQS distinct du présent document.

II.2. - Présentation du service

II.2.1 - Le service d'assainissement non-collectif

Le SPANC assure les missions de contrôle des équipements neufs (conception et réalisation), du contrôle du fonctionnement et de l'entretien (existant) ainsi que la gestion du fichier des installations et la facturation. Le recouvrement est assuré par le SIAEPA et le trésor public.

Le SPANC assure les missions obligatoires (contrôles du neuf, des réhabilitations et de l'existant, et en cas de vente), ainsi que la mission facultative de vidange des fosses mais pas les missions facultatives telles que la réalisation des travaux et l'entretien des installations.

En conséquence, **l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0) est de 110 sur un total possible de 140.**

II.2.2 - Le mode de fonctionnement du service

Le service Public d'Assainissement non Collectif (SPANC) était géré en régie par du personnel du SIAEPA jusqu'en septembre 2024.

A compter du 1^{er} septembre 2024, un contrat de prestation signé avec la société SUEZ Eau France a permis la continuité du service. Ce marché comprend une tranche ferme de 1 an allant du 1^{er} septembre 2024 au 31 Août 2025 puis 2 tranches conditionnelles de 6 mois pour se terminer le 6 août 2026

Un avenant a été signé en mai 2025 pour permettre les prestations de contre visite.

Le règlement de service a été adopté le 20 janvier 2011 et modifié plusieurs fois dont le 15 10 2024 pour passer la fréquence du contrôle de fonctionnement à 8 ans.

Les obligations des usagers sont fixées par la réglementation (loi du 30 décembre 2006, Loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 et arrêté du 07 mars 2012 et du 27 avril 2012) et par le règlement de service du SPANC.

Les prestations de vidange sont réalisées par la société SOS Assainissement (groupe SARP) basée à Mazères (33210) par un marché à bons de commande passé en juillet 2023 pour une durée de 4 ans avec une actualisation des tarifs en 2024.

II.3. - Les abonnés du service d'assainissement non collectif

Le service concerne actuellement les habitations suivantes :

Tableau 1 : installations gérées par le SPANC

Commune	Habitation	Innocupée	Total réel	Population
CABANAC	508	12	496	1 240
CASTRES GIRONDE	69	3	66	165
SAUCATS	465	7	458	1 145
ST MORILLON	237	4	233	583
ST SELVE	159		159	398
Total	1 438	26	1 412	3 530

(la population concernée est obtenue en multipliant le nombre d'habitation par 2.5 habitants/habitation)

On note 33 habitations sur Saint Morillon qui ont fait récemment l'objet en raison de l'extension du réseau de collecte (secteur de Peyron) auparavant

II.4. - Les résultats des contrôles des dernières années

II.4.1 - La réglementation en vigueur

La nouvelle réglementation du 27 avril 2012 a modifié les termes du contrôle de l'ANC en précisant les conditions du contrôle et les catégories du classement des installations.

On peut ainsi retenir :

- 3 types de contrôles :
 - **Contrôle régulier de bon fonctionnement** : choix du SPANC de le réaliser tous les 8 ans
 - **Contrôle du neuf ou réhabilitation** : avec étude du dossier de conception puis de bonne exécution
 - **Contrôle en cas de vente** : si le contrôle de bon fonctionnement date de plus de 3 ans. Il ne peut être fait que par le SPANC et non par un contrôleur immobilier
- 3 types de classification :
 - a) **Installation conforme**
 - b) **Installation non-conforme mais ne présentant pas un risque immédiat de salubrité** : réhabilitation souhaitable (sans délai) ou obligatoire sous 1 an en cas de vente
 - c) **Installation inexistante ou non conforme et présentant un risque sanitaire avéré** : réhabilitation obligatoire sous 4 ans au plus, ramené à 1 an en cas de vente

II.4.2 - Les contrôles de conformité des dernières années

Les prestations de contrôle (toutes raisons confondues) réalisées ces dernières années sont les suivantes :

Tableau 2 : Calendrier de réalisations des contrôles

Commune	Année de réalisation						Total	Absent ou annulé	Refus	Vacant	TOTAL
	2019	2020	2021	2022	2023	2024					
CABANAC		65	152	66	87	90	460	31		10	501
CASTRES GIRONDE	4	17	11	24	9		65	4		2	71
SAUCATS	23	126	100	128	70	32	479	1	1	6	487
ST MORILLON		15	52	49	74	35	225	14		1	240
ST SELVE	16	15	11	43	38	40	163	32			195
Total	43	238	326	310	278	197	1 392	82	1	19	1 494
							93,2%	5,5%	0,1%	1,3%	

On note ainsi que fin 2024, 93.2% du parc des installations a été visité au moins une fois.

Il n'est indiqué qu'un seul cas de refus, ce qui est très faible.

La conformité établie lors des visites est la suivante avec la classification suivante :

- Totalelement conforme : ANC complet et bon fonctionnement - cas a
- Conforme avec réserves : un des éléments est mal adapté mais pas d'incidence - cas abis
- Non Conforme avec impact faibles : ANC avec un élément mal dimensionné, filière mal adaptée ou fonctionnant mal - Pas d'impact sur le rejet - Cas b
- Non conforme avec risques : points noirs - Cas c

Tableau 3 : conformité globale des installations

Commune	Conforme			Non conforme				Pas de données	Total	Taux conformité
	Complet	Réserves	Total	Sans impact	Avec impact	dont sans traitement	Total			
CABANAC	352	4	356	80	58	35	138	10	504	86,5%
CASTRES GIRONDE	34		34	23	9	9	32	1	67	85,1%
SAUCATS	317	10	327	85	46	28	131	5	463	89,0%
ST MORILLON	161	2	163	46	24	17	70	2	235	88,9%
ST SELVE	110	3	113	34	12	8	46		159	92,5%
Total	974	19	993	268	149	97	417	18	1 428	88,3%
	68,2%	1,3%	69,5%	18,8%	10,4%	65,1%	29,2%	1,3%		

La conformité selon le décret (P301.a) est de 88.3 %.

Ce taux est calculé en prenant toutes les installations sauf les non conformes avec un impact.

Une évolution de la réglementation en 2012 pour une plus grande efficacité

93.2% du parc déjà contrôlé au moins une fois

Un taux de conformité (P301.a) de 88.3%

En réalité, on constate :

- Seulement **68.2% d'installations totalement conformes**
- 268 installations (18.8%) non conformes mais sans risques pour lesquelles la réhabilitation est souhaitable (sans délai) ou obligatoire sous 1 an en cas de vente
- **149 installations (10.4%) considérées comme des points noirs** avec une réhabilitation obligatoire sous 4 ans au plus ramené à 1 an en cas de vente. Dans cette catégorie, 97 habitations n'ont pas d'installations du tout (rejet direct).

II.4.3 - Les contrôles périodiques

Le règlement du service datant de 2018 prévoyait dans son article 19 un contrôle périodique à minima tous les 5 ans avec des périodicité plus courtes en cas d'installations non conformes.

Le nouveau règlement de service d'octobre 2024 ne prévoit plus qu'un contrôle périodique tous les 8 ans.

En conséquence, toutes les installations ont fait l'objet d'un contrôle périodique (ou éventuellement d'un contrôle pour vente ou de réalisation) pendant la période 2019-2024.

Du début de l'année 2024 à mai 2024, il est recensé les contrôles suivants :

Tableau 4 : Contrôles périodiques 2024 (de janvier à mai)

Commune	Conforme			Non conforme			Total	Taux conformité
	Complet	Réserves	Total	Sans impact	Avec impact	Total		
CABANAC	45	1	46	19	21	40	86	75,6%
ST MORILLON	14	1	15	16	11	27	42	73,8%
Total	59	2	61	35	32	67	128	75,0%
	46,1%	1,6%	47,7%	27,3%	25,0%	52,3%		

On note donc un taux réglementaire de conformité de 75 % (cumul des habitations conformes et non conformes sans danger) alors qu'en réalité seuls 48 % sont strictement conformes.

Le contrat de prestations de services passé en septembre 2024 ne prévoit pas de contrôles périodiques.

Ces derniers reprendront en 2026 avec un nouveau contrat.

II.4.4 - Les contrôles de conception et de réalisation des dernières années

Les contrôles de conception consistent pour les maisons neuves ou les cas de réhabilitations à vérifier si le dossier présenté par le propriétaire (étude de sol + dimensionnement) peut recevoir un avis favorable ou pas. Ce dossier est obligatoire pour faire valider un permis de construire en zone ANC.

Les contrôles de réalisation permettent de vérifier si les dossiers de conception ont été respecté et si l'installation correspond aux besoins.

Les résultats des dernières années sont les suivants (données de 2011 à 2024) :

Tableau 5: prestations de contrôles de conception et de réalisation

Commune	Conception						Réalisation					
	avant 2021	2021	2022	2023	2024	Total	avant 2021	2021	2022	2023	2024	Total
CABANAC	201	13	13	9	11	247	181	9	11	7	4	212
CASTRES GIRONDE	14	2	3	1	1	21	9	2	3	0	2	16
SAUCATS	184	6	9	1	10	210	152	7	6	1	3	169
ST MORILLON	117	3	3	2	2	127	94	1	4	2	1	102
ST SELVE	48	8	5	3	3	67	43	3	4	6	3	59
Total	564	32	33	16	27	672	479	22	28	16	13	558
Favorable	561	32	33	16	27	669	474	21	28	16	13	552
Défavorable	3	0	0	0	0	3	5	1	0	0	0	6

On constate donc que sur les 672 dossiers de conception, seuls 552 dossiers de réalisations ont été réalisés. Il manque donc 117 dossiers qui soit n'ont pas abouti, soit n'ont pas fait l'objet d'une demande de suivi du SPANC.

Une très forte majorité des dossiers reçoivent un avis favorable à la conception et une conformité lors de la réalisation.

II.4.5 - Les contrôles en cas de vente des dernières années

Les contrôles en cas de vente sont obligatoires par la réglementation.

En cas de non-conformité, l'acheteur dispose d'un délai de 1 an pour remettre son installation en conformité.

Il n'est pas prévu de sanction si cela n'est pas fait.

10,4% de points noirs
(149 installations)
nécessitant une
réhabilitation rapide

Une modification
de la fréquence
des contrôles en
2024 pour passer à
8 ans

Une très grande
majorité de
dossiers de
conception et de
réalisation
favorable

Les résultats des dernières années sont les suivants (données de 2012 à 2024) :

Tableau 6 : prestations de contrôles en cas de vente

Commune	Vente					
	avant	2021	2022	2023	2024	Total
CABANAC	58	7	7	11	9	92
CASTRES GIRONDE	11	0	4	1	0	16
ST MORILLON	36	8	5	2	3	54
SAUCATS	45	3	4	4	5	61
ST SELVE	19	7	6	1	1	34
Total	169	25	26	19	18	257

Conforme	75	22	16	13		126	52,7%
Non conforme	94	3	10	6		113	47,3%

On constate donc que sur les 239 dossiers de vente avant 2024, 126 montrent une installation conforme (53%) mais 113 nécessitent une réhabilitation sous 1 an (47.3%)

II.4.6 - Les prestations de vidange des dernières années

Tous les ans, il est organisé des tournées de prestations de vidange. Ces prestations sont réalisées par la société SOS Assainissement. Les personnes souhaitant en bénéficier s'inscrivent auprès du SPANC qui facture la prestation après réalisation. Ceci permet de bénéficier de tarifs groupés.

Les éléments sont les suivantes :

Tableau 7 : prestations de vidanges

Commune	Vidange					
	avant 2021	2021	2022	2023	2024	Total
CABANAC	181	29	21	12	32	275
ST MORILLON	152	8	21	24	12	217
ST SELVE	59	5	9	10	6	89
SAUCATS	118	10	22	14	17	181
CASTRES GIRONDE	19	1	2	4	0	26
Total	529	53	75	64	67	788

III - TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE

III.1. - Tarifs en vigueur

Les tarifs ont évolués entre 2012, 2016 et 2021, et enfin la délibération modifiant le règlement en date du 14 octobre 2024

On obtient donc les tarifs suivants, avec les dates du 1^{er} janvier comme le demande la réglementation :

Les tarifs sont en TTC

2024	1er janvier 2023	1er janvier 2024	1er janvier 2025	Evolution 2023/2024	Evolution 2024/2025
1°) Contrôle du neuf ou réhabilitation					
Conception	125 €	125 €	125 €	0,0%	0,0%
Exécution	75 €	75 €	75 €	0,0%	0,0%
3°) Contrôle existant	82 €	82 €	0 €	0,0%	-100,0%
4°) Contrôle pour vente					
< 1,2 kg DBO5	120 €	120 €	120 €	0,0%	0,0%
> 1,2 kg DBO5	150 €	150 €	150 €	0,0%	0,0%
5°) Contre visite	0 €	0 €	0 €		

Les prestations sont facturées par le Syndicat une fois réalisées avec un paiement sous 8 jours et un recouvrement par le Trésor Public.

III.2. - Eléments du compte administratif et emprunts

Le compte administratif 2024 fait état des éléments ci-dessous :

2024		Exploitation	Investissement	TOTAL
Résultat exercice 2024	Dépenses	58 212,67 €	0,00 €	58 212,67 €
	Recettes	58 410,99 €	10 298,30 €	68 709,29 €
	Balance	198,32 €	10 298,30 €	10 496,62 €
Report exercice 2023		36 299,46 €	-7 264,16 €	29 035,30 €
Résultat cumulé au 31/12/2024		36 497,78 €	3 034,14 €	39 531,92 €
Reste à réaliser		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Clôture exercice 2024		36 497,78 €	3 034,14 €	39 531,92 €

Un compte
administratif
équilibré

La balance est bien équilibrée grâce à la trésorerie accumulée.

Les charges principales sont les frais liés au personnel et le fonctionnement du service (téléphone, courrier, petits matériels, ...). Il n'y a pas de dépenses d'investissement.

IV - SYNTHESE GENERALE

La réglementation prévoit pour toutes les collectivités la production chaque année d'indicateurs de performance et de caractérisation technique et financière du service. Ces éléments sont commentés dans le texte ci-dessus et calculés dans l'annexe jointe.

Le tableau suivant a pour objet de synthétiser ces indicateurs et suivre leur évolution.

2024							
Code indicateur	Intitulé	Valeur 2022	Valeur 2023	Valeur 2024	Evolution		ONEMA
					2023/2022	2024/2023	
D301.0	Nombre d'habitants desservis par le service du SPANC	3 565	3 565	3 530	0,0%	-1,0%	/
D302.0	Indice de mise en œuvre de l'ANC	110/140	110/140	110/140	/	/	101
P301.3	Taux de conformité de l'assainissement non collectif		70,0%	88,3%		26%	61,9

Nota : depuis 2014, seules les installations dangereuses pour l'environnement (points noirs) sont comptabilisées en non conforme

On peut constater entre 2023 et 2024 :

Un meilleur taux
de conformité que
la moyenne
nationale

- Une baisse de la population concernée avec la prise en compte d'habitations qui ont été raccordées au réseau d'assainissement collectif
- Une augmentation de la conformité par une application différente des contrôles réalisée dont la prise en compte, comme le prévoit la réglementation, uniquement des points noirs dans les installations non conformes.

On constate par rapport aux données de la France entière que le Syndicat à un indice de mise en œuvre similaire mais un taux de conformité légèrement meilleur.

D'autres indications sont données dans les RPQS des services d'AEP et d'Assainissement Collectif.

V - ANNEXE - DOCUMENT DE L'AGENCE DE L'EAU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

EAU
ORADIS SAINT-QUENTIN
AGENCE DE L'EAU

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe

Édition avril 2025
CHIFFRES 2024

LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur le site : www.siaepa-stselve.fr

Les composantes du prix de l'eau :

- Le service de distribution de l'eau potable (distribution, consommation)
- Le service de collecte et de traitement des eaux usées
- Les redevances de l'Agence de l'eau
- Les contributions aux organismes publics (OPE, VNF, J et Fennetuelle VNF)

Au 31 janvier 2023, le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de 4,56 euros TTC/m³ dont 2,384 TTC/m³ pour l'eau potable et 2,276 TTC/m³ pour l'assainissement collectif.

Pour un foyer consommant 120 m³ par an, déversé par l'assainissement collectif, cela représente une dépense de 542,3 euros par an et une mensualité de 45,19 euros en moyenne. (Source SIAEPA 2022)

POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour moderniser les stations d'épuration, améliorer la ressource d'eau potable, lutter contre les pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières.

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à des actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cycle de vie.

NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RNS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement

Le RNS est le document qui informe les citoyens sur le prix et la qualité du service public d'assainissement. Il est composé de deux parties : une partie sur le prix et la qualité du service public d'assainissement et une partie sur la gestion de la ressource en eau.

Le RNS est disponible en version papier et en version numérique. Il est également disponible en version audio pour les personnes handicapées.

Le RNS est envoyé en préfecture le 12/12/2025.

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement / 1

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2024 ?

En 2024, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 330 millions d'euros dont 267 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2024 ?
(valeurs relatives à un pourcentage pour 100 € - source Agence de l'eau Adour-Garonne)

0,05 € de redevance de pollution payée par les agriculteurs pour les produits phytosanitaires et vétérinaires	2,10 € de redevance de pollution payée par les industries collectives et les activités économiques concernées	68,90 € de redevance de pollution payée par les abonnés (y compris usages de collecte)
9,85 € de redevance de pollution payée par les industries collectives et les activités économiques concernées	100 € de redevances perçues par l'agence de l'eau en 2024	1,70 € de redevance pour la protection de la ressource aquatique en complément des redevances payées par les pêcheurs et les chasseurs
1,90 € de redevance de pollution payée par les irrigants	3,80 € de redevance de pollution payée par les activités économiques	11,70 € de redevance de pollution payée par les collectivités pour l'investissement en eau

A QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (secteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2024 ? (valeurs relatives à un pourcentage pour 100 € d'aides en 2024 - source Agence de l'eau Adour-Garonne)

4,20 € aux acteurs économiques pour l'investissement dans les infrastructures de traitement de l'eau (stations d'épuration, traitement de l'eau de pluie, etc.)	6,80 € pour l'investissement dans les infrastructures de traitement de l'eau (stations d'épuration, traitement de l'eau de pluie, etc.)	30,90 € aux collectivités pour l'investissement dans les infrastructures de traitement de l'eau (stations d'épuration, traitement de l'eau de pluie, etc.)
21,80 € aux exploitants concernés pour la gestion de la ressource en eau dans l'agriculture	100 € d'aides accordées par l'agence de l'eau en 2024	16,10 € aux collectivités pour la restauration de la ressource en eau potable
9,30 € pour la gestion quantitative de la ressource en eau	10,90 € principalement aux collectivités pour la restauration et la protection des milieux aquatiques (par exemple, des zones de répartition des poissons, des zones de répartition des oiseaux, etc.)	

